

pas du tout que M. Ryan ait raison de croire que les événements qui se passent à Montréal relèvent exclusivement de la juridiction provinciale. A mon avis, les propos de son éditorial s'apparentent bien aux propos tenus récemment à Montréal par le chef du Parti québécois, M. René Lévesque, qui parlait du gouvernement fédéral comme d'un gouvernement étranger. Cela est extrêmement malheureux de la part d'un éditorialiste tel que M. Ryan qui, pourtant, jouissait de l'admiration de plusieurs personnes.

J'ai l'impression qu'au cours des derniers mois, à la suite d'une série d'éditoriaux plus ou moins bien pensés, et en particulier à la suite de cet éditorial, sa popularité a diminué beaucoup non seulement dans la province de Québec, mais ailleurs au Canada.

Je trouve que l'honorable député de Saint-Hyacinthe a été beaucoup trop vague dans ses propos. Ses trois autres collègues conservateurs progressistes du Québec avaient pourtant déclaré qu'ils appuyaient l'attitude du gouvernement et qu'ils voteraient en faveur de la motion. Je me demande si l'honorable député de Saint-Hyacinthe sera ici lundi pour voter et, s'il ne vote pas, je pense qu'il se soustraira à son devoir.

Monsieur l'Orateur, je pense que cette crise n'est pas seulement une affaire québécoise. Trop de députés ont semblé faire des événements qui se déroulent dans la province de Québec une affaire strictement québécoise. Il s'agit vraiment d'une affaire canadienne. Ce n'est pas une crise qui affecte seulement le Québec, mais tout le Canada.

Notre pays a changé en dix jours. Je voudrais, ce soir, former le vœu que les épreuves actuelles nous feront mûrir, nous permettront, comme Canadiens, de resserrer les liens qui nous unissent et nous apprendront à collaborer dans le meilleur intérêt de la nation.

C'est pourquoi je regrette infiniment les propos tenus à la Chambre par certains députés du Nouveau parti démocratique. Il est très beau de parler au nom de la liberté. Je ne crois pas que personne, en cette enceinte, soit contre les libertés individuelles. Mais le «pleurnichage» et le «braillage» des néo-démocrates me fait répéter cette phrase célèbre: «Ô liberté, que de crimes on commet en ton nom!».

L'attitude du Nouveau parti démocratique est totalement irresponsable et inacceptable dans les circonstances. Il est clair que ce parti n'a pas fait élire de députés au Québec et il n'en fera pas élire pour longtemps, étant donné la mentalité tout à fait irréaliste qui le caractérise.

A entendre parler les néo-démocrates, on croirait qu'ils vivent dans les limbes, qu'ils ignorent complètement la situation grave qui prévaut à Montréal.

Il est malhonnête de prétendre, comme certains l'ont fait, que la loi d'exception présentée par le gouvernement enlève toute liberté aux Canadiens.

Les mesures d'urgence prises par le gouvernement canadien sont des mesures exceptionnelles, qui touchent exclusivement les terroristes, les révolutionnaires, ceux qui veulent renverser l'autorité établie par la violence, le crime et l'assassinat.

Que la majorité de la population, que toutes les bonnes gens qui, au fond, n'ont rien à se reprocher ne soient pas effrayés. Qu'ils ne s'en fassent pas avec ces mesures d'urgence et surtout qu'ils ne se laissent pas convaincre

par les représentants du nouveau parti démocratique que leurs libertés sont en péril à cause des mesures prises par le gouvernement. Ce n'est pas du tout contre eux que l'Armée et la police s'en prendront. Au contraire, l'Armée sert à protéger la population et à assurer la paix.

J'espère que le gouvernement, en ayant recours à de tels pouvoirs, pourra mettre un frein à l'intimidation et à la terreur et assurer la paix et la sécurité à tous les citoyens.

Je prie pour que les vies de MM. Cross et Laporte soient épargnées. Je prie pour que leur femme et leurs enfants retrouvent sain et sauf leur chef de famille.

M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova): Monsieur l'Orateur, il commence à se faire un peu tard. Tous sont fatigués. Le problème est sérieux et je n'ai aucune raison de prendre la parole à cette heure.

• (10.20 p.m.)

[Traduction]

Même si je n'approuve pas les mesures adoptées par le gouvernement vendredi matin, je suis disposé à les appuyer. J'étais disposé à les appuyer vendredi. Je croyais que l'élément de surprise était nécessaire. Je ne sais pas, cependant, si je suis prêt à les accepter aujourd'hui, même si je l'étais vendredi.

Une voix: C'était un jour maigre.

M. Comeau: Comme l'ont promis le ministre de la Justice (M. Turner) et le premier ministre (M. Trudeau) hier soir à la télévision, il faudrait, je pense, que le gouvernement propose d'autres mesures le plus tôt possible afin que nous puissions révoquer cette loi sur les mesures de guerre et présenter un bill plus apte à parer à la situation.

[Français]

Les problèmes qui existent au Québec, à mon avis, bien que je ne sois pas Québécois, sont devenus beaucoup plus graves depuis la semaine dernière. Personne au Canada n'est pas écœuré à cause de ce qui se passe dans la province de Québec. Ces événements ont des répercussions chez les francophones de tout le Canada. L'affaire du FLQ est sérieuse, à n'en point douter. Il faut écraser ce mouvement clandestin. Je me demande vraiment si les mitraillettes et les fusils suffiront. Ce n'est pas ainsi cependant que l'on rétablira la situation de façon permanente.

On sait que la société est devenue, au cours des dernières années,—et je ne fais de reproches à personne—beaucoup trop «permissive», si l'on peut employer cette expression.

[Traduction]

Nous avons encouragé les contestations au cours des sept dernières années. Une certaine jeunesse bien que minoritaire a fait beaucoup parler d'elle. Nous avons permis à certains d'enfreindre tous les règlements dans tout le pays et cela sous les yeux de la police. Le malaise qui règne aujourd'hui au Canada tient en grande partie à la jeunesse. C'est bien regrettable car tous les jeunes ne sont pas ainsi.